

REGLEMENT DE CONSULTATION

Acquisition d'un tube à rayons X, de son générateur
et de ses accessoires

2025-001

Marché à procédure adaptée

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :
Mercredi 10 septembre 2025 à 15h30

1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Institut national du patrimoine (Inp),

Représenté par Monsieur Charles PERSONNAZ, directeur, 2 rue Vivienne, 75002 PARIS

2- OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur l'acquisition d'un tube à rayon X, de son générateur électrique et des accessoires nécessaires au bon fonctionnement ainsi que sur des prestations de services associés (dont livraison, installation, mise en service, formation, service après-vente, et garantie) pour le compte de l'Institut national du patrimoine.

La référence du marché est : 2025-001

L'Institut national du patrimoine se réserve le droit de ne pas donner une suite favorable à la consultation.

3 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE A CONCLURE

3-1 Procédure de passation

La présente consultation est faite en application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique : marché à procédure adaptée.

Le marché est un marché de fournitures courantes et de services.

Les prestations attendues sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Ce marché est conclu pour l'acquisition unique d'un tube à rayons X, de son générateur et de ses accessoires (comprenant livraison, installation, test et garantie du matériel et formation des personnels). Les éléments indispensables au bon fonctionnement de l'équipement proposé devront être intégrés dans le prix.

Ce marché est à prix unitaires.

Le montant maximum du marché (y compris le contrat de maintenance) ne doit pas excéder 89 999 Euros HT.

Le marché est reconductible pour ce qui concerne la maintenance.

Un bon de commande sera émis après la notification du marché, comprenant l'acquisition, la livraison, l'installation, la garantie et les tests du matériel. La commande sera payée à l'issue des tests.

Un deuxième bon de commande sera émis pour la formation des personnels. Le paiement de la commande sera versé à la fin de la formation des personnels.

Un bon de commande annuel pour la maintenance de l'équipement sera émis à la fin de la durée de la garantie, soit après une période de vingt-quatre (24) mois. Ce contrat pourra être reconduit deux (2) fois, dans la limite d'une durée trois (3) ans.

3-2 Visite du site obligatoire

Tout candidat souhaitant déposer une offre devra procéder à une visite du site où sera installé l'appareil. Vous êtes invité à contacter les personnes suivantes pour définir la date et l'heure de rendez-vous :

- Mme Anne Gouzou au 01.49.46.57.14 ou
- Mme Sandie Le Conte au 01.49.46.57.26

L'adresse du site se situe au 124, rue Henri Barbusse à Aubervilliers (93300).

3-3 Décomposition en lots

Le marché contient un lot unique.

3-4 Durée du marché

La durée du marché court à compter l'émission du premier bon de commande jusqu'à la fin du dernier contrat de maintenance, soit une période de cinq (5) ans.

3-5 Forme du marché

Un bon de commande sera émis pour la livraison, l'installation du tube à rayons X, de son générateur, de ses accessoires ainsi que pour la formation des personnels.

Un autre bon de commande sera émis pour la mise en place du contrat de maintenance annuel. La reconduction annuelle de ce contrat sera effective à l'émission d'un nouveau bon de commande.

3-6 Lieu d'exécution du marché

L'équipement sera livré, installé et maintenu dans les locaux du département des restaurateurs de l'Inp, situé au 124 rue Henri Barbusse, 93300 Aubervilliers.

3-7 Variantes

Le pouvoir adjudicateur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

Les soumissionnaires peuvent présenter des variantes à leur initiative.

3-8 Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport de l'équipement proposé. La planification du transport doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité d'un montant de 40 € (art. 16.2.3 du CCAG-FCS).

3-9 Clauses sociales : prévention des discriminations et promotion de l'égalité professionnelle

L'Inp est détenteur depuis 2018 du label « Diversité » et depuis 2022 du label « Egalité » délivrés par l'AFNOR. Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à

- l'attention de tous les personnels,
- un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, l'Inp souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux. Compte tenu de cette ambition, il est demandé à l'attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par l'Inp. Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire.

4 – DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)

4-1- Constitution du DCE

Le dossier de la consultation est constitué des pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (AE) ;
- le bordereau de prix unitaire (BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

4-2- Retrait du DCE

Ces documents sont accessibles uniquement par téléchargement sur la plateforme PLACE (Plate-forme des achats de l'Etat) <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

4-3 Renseignements complémentaires

Jusqu'à dix (10) jours avant la date limite de remise des offres, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires. Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation PLACE.

Les réponses aux questions sont envoyées à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents via PLACE, au plus tard cinq (5) jours avant la date limite de réception des plis.

Aucune réponse ne sera donnée oralement.

4-3 Modification de la consultation

L'Inp se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents de la consultation au maximum cinq (5) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Dans l'hypothèse de modifications au dossier de la consultation, l'Inp en informera tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter eux-mêmes de modifications ni de compléments aux documents de la consultation.

5 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Il est rappelé que le signataire doit être habilité à engager le candidat.

5-1 Date et heure limites de remise des candidatures et offres

La date limite de réception des candidatures et des offres est fixée au **mercredi 10 septembre 2025 à 15h30**.

5-2 Remise dématérialisée

Le candidat a l'obligation de transmettre électroniquement son pli, contenant les deux dossiers tels que décrits infra, via la plateforme de dématérialisation PLACE disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le candidat trouvera sur ce site un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plateforme des achats de l'État PLACE, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. Toute offre papier reçue sera considérée comme irrégulière et écartée par le pouvoir adjudicateur, excepté s'il s'agit d'une copie de sauvegarde de la réponse électronique reçue par l'acheteur.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

5-3 Horodatage

Les plis transmis par voie dématérialisée sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt susmentionnées sera considéré comme remis hors délais. Il ne sera pas ouvert et sera déclaré irrecevable. La date et l'heure prises en compte pour la remise des réponses sont celles données par la plateforme PLACE à réception des documents envoyés par le candidat.

5-4 Sécurité et confidentialité des candidatures

La sécurité des transactions sera principalement obtenue par l'utilisation d'un réseau sécurisé https. La confidentialité des informations contenues dans les réponses envoyées par voie dématérialisée est garantie par le chiffrement des fichiers transmis.

5-5 Format des fichiers électroniques

Les formats compatibles avec le système informatique de l'Inp sont les suivants : .xls ; .ppt ; .pdf ; .zip ; .docx. Le candidat est toutefois invité à remettre l'intégralité de sa candidature et de son offre au format .pdf.

5-6 Antivirus

Les candidats s'assurent avant l'envoi de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature doit préalablement être traité par un anti-virus. En effet, la réception de tout fichier contenant un virus est susceptible d'entraîner l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Si un virus est détecté, la copie de sauvegarde transmise le cas échéant sera ouverte. En cas d'absence de copie de sauvegarde ou lorsque cette même copie de sauvegarde transmise sur support physique électronique contient un virus, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en est averti.

5-7 Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse électronique déposée sur la plateforme PLACE destinée à se substituer, en cas d'anomalies, aux dossiers des candidatures et des offres transmis

par voie électronique.

La remise du pli électronique sur la plateforme PLACE par le candidat peut donc être doublée de la remise d'une copie de sauvegarde dans les mêmes délais impartis que le dépôt autorisé sur la plateforme, sur support physique (clé USB ou support papier). Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « Tube à rayons X - Copie de sauvegarde - Confidentiel », ainsi que le nom du candidat.

L'adresse d'envoi de la copie de sauvegarde est la suivante :

Institut national du patrimoine, Service financier - 2 rue vivienne, 75 002 PARIS

Cette copie peut être :

- soit expédiée par courrier (l'usage du recommandé avec demande d'accusé de réception est ici préconisé) à l'adresse mentionnée ci-dessus ;
- soit remise en mains propres contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus ;
- en cas de remise du pli en mains propres, l'attention des candidats est appelée sur le fait que la remise des plis dans les locaux de l'Inp s'effectue du lundi au vendredi de 9h00 à 17h30, sauf week-end, jours fériés ;
- les plis contenant les copies de sauvegardes qui n'auront pas nécessité d'ouverture seront détruits par l'Inp à l'issue de la procédure de passation du marché ;
- tout retard dans l'arrivée de la copie de sauvegarde dû à la défaillance d'un transporteur ne saurait engager la responsabilité de l'Inp mais du seul transporteur.

Les candidats sont donc invités, s'ils entendent transmettre leur copie de sauvegarde par voie postale, de les confier au transporteur de leur choix dans les délais lui permettant de remettre le pli avant la date et l'heure limites figurant sur la page de garde du présent document.

L'Inp délivrera un récépissé daté et signé, mentionnant l'horaire précis du dépôt. Seul ce document transmis au transporteur lors de la réception de la copie de sauvegarde fait foi pour justifier du dépôt dans les délais fixés.

5-8 Durée de validité des offres

Les offres ont une durée de validité de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de réception fixée sur la page de garde du présent règlement de consultation.

6 – PRESENTATION DU DOSSIER DU CANDIDAT

Le candidat doit constituer un dossier contenant sa candidature et un dossier contenant son offre.

6-1- Dossier Candidature

Ce dossier comprend les éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

- Lettre de candidature (DC1)
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Déclaration du candidat (DC2)
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat peut fournir le document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des DC1 et DC2. Ce formulaire, par lequel le candidat déclare son statut financier, ses capacités et son aptitude pour participer à une procédure du marché est disponible en version électronique via le service eDUME.

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- En cas de présentation d'un sous-traitant dans le dossier de candidature, une déclaration de sous-traitance (prestations sous-traitées égales ou supérieures à 600 Euros TTC), via le formulaire DC4 ou équivalent.

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- En cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire : la copie du jugement prononcé.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat, d'une part, n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux L.2141-1 et suivants du code de la commande publique et, d'autre part, est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail.
- Extrait KBis.
- Relevé d'identité bancaire de la société (RIB).
- Attestation d'assurance en responsabilité civile et risques professionnels en cours de validité.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Une liste de trois (3) à cinq (5) clients de référence ayant acquis le même matériel.
- Tous documents, certificats, descriptifs et indications, sous forme libre, qui permettront à l'Inp d'apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat.

En cas d'absence d'informations demandées, l'Inp se réserve le droit de régulariser les candidatures conformément à l'article R. 2144-2 du code de la commande publique. Dans ce cas, les informations demandées doivent être fournies dans les cinq (5) jours suivant l'envoi de la demande par l'Inp via la plateforme de dématérialisation. Le jour d'envoi du mail et le jour de réception ne sont pas comptabilisés.

6-2- Dossier Offre

L'offre sera rédigée en langue française.

La prestation proposée par les candidats intégrera l'équipement, le transport, le déballage et l'installation, et les prestations associées : formation, garantie, contrat de maintenance.

En plus des documentations techniques rédigées en français, le dossier d'offre devra contenir :

- une offre chiffrée détaillée pour l'équipement proposé. Elle comprendra obligatoirement la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service de l'ensemble des éléments ainsi que la formation des usagers et le contrat de maintenance ;
- une note présentant les caractéristiques et les conditions de garantie initiale ;
- un descriptif du service après-vente et de la maintenance proposés, niveau de prestations et garanties associées et coût ;
- le planning prévisionnel des délais de livraison, d'installation, de mise en service de l'équipement, et de formation aux usagers, à partir de l'émission de la commande ;
- une note détaillant le contenu et la durée de la formation ;
- un catalogue des tarifs des pièces et consommables (documentation commerciale et technique de l'équipement proposé) ;
- une notice d'utilisation et de maintenance.

Les tests de qualification des appareils seront effectués sur site lors de l'installation.

Le candidat a la liberté de proposer une ou plusieurs solutions techniques en fonction des technologies disponibles à son niveau pour répondre aux exigences du cahier des charges.

L'offre contiendra en outre les éléments suivants :

- l'acte d'engagement renseigné, daté et signé ;
- un bordereau des prix unitaires ;
- un relevé d'identité bancaire.

7- EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7-1- Ouverture des plis

Seuls sont ouverts les plis déposés au plus tard à la date et heure limites de réception indiquée en première page de ce présent document.

7-2- Examen des candidatures

Les candidatures sont examinées conformément aux dispositions des articles R. 2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

À l'issue de l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur élimine :

- les candidats en redressement judiciaire dont la période d'observation est inférieure à la durée d'exécution du marché ;
- les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique ;
- les candidatures irrégulières ou inappropriées ;
- les candidats ne présentant pas les capacités financières et techniques suffisantes ;
- les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

7-3 Analyse des offres

A l'issue de l'examen des candidatures, les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées par le pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article L2152-1 du code de la commande publique.

Les critères d'attribution sont listés dans le tableau suivant :

Critères	Pondération en %
Caractéristiques techniques du produit : qualité des spécificités techniques et performance.	35%
Critère environnemental : <ul style="list-style-type: none">- Sous-critère 1 : livraison et emballage- Sous critère 2 : durabilité et réparabilité de l'équipement : gestion et fin de vie de l'équipement, valorisation des déchets	10% 5 5
Service : <ul style="list-style-type: none">- Sous-critère 1 : maintenance et assistance technique- Sous-critère 2 : qualité de la garantie initiale, service après-vente et contrat de maintenance- Sous-critère 3 : formation du personnel	15% 5 5 5
Critère prix (sera également étudié le prix proposé dans le contrat de maintenance)	40 %

Il appartient au candidat de faire une proposition technique détaillée pour apporter toute précision concernant ces critères et en particulier son offre en termes de service après-vente, maintenance et de délais de livraison.

Les candidats présentant une offre jugée anormalement basse seront éliminés et ne seront pas pris en compte dans la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse. Constitue une offre anormalement basse « une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché. »

Méthode de notation du critère technique : *note de 0 à 35*

Méthode de notation du critère environnemental : *note de 0 à 15*

Méthode de notation du critère prix : $note = (prix\ le\ plus\ bas / prix\ de\ l'offre\ examinée) \times note\ max\ (40)$

8 – ATTRIBUTION DU MARCHE

8-1 Conditions d'attribution

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

8-2 Le candidat produit les attestations et certificats suivants s'il est attributaire pressenti

Lors de l'attribution du marché public et avant la notification du marché, le candidat retenu doit fournir les documents ci-après, datant de moins de 6 mois et attestant qu'il est à jour :

- de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente ;
- et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

9 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui lui seraient nécessaires au cours de son étude, le candidat devra faire une demande via les fonctionnalités du site PLACE (<http://www.marchespublics.gouv.fr>).

10 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris :

7, rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr



Institut national du patrimoine
2 rue Vivienne, 75002 Paris
Tél. 01 44 41 16 41, Fax 01 44 41 16 76
Internet: www.inp.fr



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Acquisition d'un tube à rayons X, de son générateur
et de ses accessoires

2025-001

DOCUMENT A SIGNER PAR LE CANDIDAT ET A RETOURNER AVEC L'OFFRE

Article 1 - Identification

Le présent marché est porté par :
Institut national du patrimoine
2, rue Vivienne
75002 PARIS

Numéro de SIRET : 197 512 346 00044

Il est représenté par le directeur de l'Institut national du patrimoine (Inp).

Article 2 – Objet du marché et contexte

Le présent marché concerne l'acquisition d'un tube à rayon X, de son générateur électrique et des accessoires nécessaires au bon fonctionnement ainsi que sur des prestations de services associés (dont livraison, installation, mise en service, formation, service après-vente, garantie et maintenance) pour le compte de l'Institut national du patrimoine.

Un contrat de maintenance annuel et de dépannage de l'équipement devra être proposé à la fin de la durée de la garantie, soit après une période de vingt-quatre (24) mois. Ce contrat pourra être reconduit deux (2) fois, dans la limite d'une durée trois (3) ans. Les exigences en matière de maintenance sont développées dans l'article 6 du CCTP.

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent :

- L'acquisition, la livraison, l'installation et la mise en service d'un tube à rayon X, de son générateur électrique et des accessoires nécessaires au bon fonctionnement ;
- Les prestations (garantie, formation du personnel et maintenance) associées à l'utilisation du matériel.

Le titulaire s'engage à fournir tous les matériels et prestations objet du présent marché comme précisés dans le CCTP.

Article 3 – Visite du site obligatoire

Tout candidat souhaitant déposer une offre devra procéder à une visite du site où sera installé l'appareil. Vous êtes invité à contacter les personnes suivantes pour définir la date et l'heure de rendez-vous :

- Mme Anne Gouzou au 01.49.46.57.14 ou
- Mme Sandie Le Conte au 01.49.46.57.26

L'adresse du site se situe au 124, rue Henri Barbusse à Aubervilliers (93300).

Article 4 – Allotissement et montant

Le marché, objet de la consultation, comprend un lot unique.

Le montant maximum du marché (y compris le contrat de maintenance) ne doit pas excéder 89 999 Euros HT.

Article 5 – Forme, mode de passation et durée du marché

La forme du marché est celle d'un accord-cadre à bons de commande et à prix unitaires. Il ne comporte pas de tranches.

Le marché prendra effet à compter de l'émission du bon de commande concernant l'acquisition, la livraison, l'installation, la garantie et les tests du matériel. Le paiement de la commande sera effectué à l'issue des tests.

La formation des personnels fera l'objet d'un deuxième bon de commande et sera payée à l'issue de cette prestation.

Le marché sera reconduit à l'émission du bon de commande concernant la maintenance et le dépannage, à l'issue de la fin de la période de garantie (soit 24 mois après la livraison du tube RX et de ses accessoires). La partie maintenance et dépannage du marché sera reconduite au maximum deux (2) fois, dans la limite d'une durée trois (3) ans, par l'émission d'un bon de commande annuel.

Article 6 – Lieu d'exécution

La livraison et l'installation auront lieu à l'adresse suivante :

Inp – Département des restaurateurs (laboratoire)
124, rue Henri Barbusse - 93300 AUBERVILLIERS

Article 7 – Documents contractuels

Le présent marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales fournitures et services (CCAG-FCS)
- Tous les documents demandés par le pouvoir adjudicateur et énumérés dans le « dossier offre » du RC.

Article 8 – Modalités d'exécution des prestations

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes habilitées à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. Ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire est tenu d'informer sans délai l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

8.2 Conditions d'exécution

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et les matériels conformes aux exigences techniques précisées au CCTP.

Un bon de commande sera adressé au titulaire, après notification du marché.

8.2.1 Délais d'exécution

Le point de départ du délai d'exécution est la date d'émission du bon de commande, tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les quinze (15) jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de quinze (15) jours pour lui notifier sa décision.

8.2.2 Conditions de livraison, d'installation et de formation

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'exécution de sa prestation avec les contraintes d'intervention suivantes :

- Locaux éventuellement occupés ;
- Etablissement recevant du public.

Le titulaire est parfaitement informé de la constitution des locaux et des conditions d'accès au site ainsi que de la consistance des matériels et équipements existants. Il ne pourra élever aucune réclamation de ce fait.

8.3 Obligations du titulaire

Le titulaire devra particulièrement respecter les prescriptions particulières d'hygiène et sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement public par une entreprise extérieure.

L'entreprise titulaire du marché est tenue de réaliser les prestations prévues en stricte conformité avec les règlements, les normes, spécifications, etc... en vigueur au moment de la mise en œuvre.

Le titulaire assurera la formation du personnel (transfert de connaissance) sur site et transmettra les documents relatifs à l'architecture de l'appareil.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'acte d'engagement. Le titulaire doit obligatoirement notifier à l'Inp tout changement concernant l'identification du titulaire (ex : raison sociale ou dénomination sociale, siège social ...) ainsi que toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société.

L'Inp se réserve le droit de résilier, dans un délai de deux (2) mois après cette notification, le présent marché sans être tenu au paiement d'une indemnité. Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation pourra entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Article 9 – Prix de l'équipement et des prestations associées

9.1 Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et du bordereau des prix. Ces prix s'entendent franco de port et d'emballage, matériel livré, déchargé et mis en place sur le lieu d'utilisation. Ils sont réputés complets, comprenant tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution du marché, y compris la maintenance.

Si des prestations non prévues dans le présent marché s'avéraient nécessaires, elles devraient faire l'objet d'un devis préalable signé par le pouvoir adjudicateur.

9.2 Ajustement des prix

Le marché est traité à prix unitaires, fermes, définitifs, non actualisables, non ajustables et fixés selon le bordereau des prix.

Article 10 – Modalités de règlement

10.1 Paiement

Les factures seront déposées sur <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>.

Le paiement sera effectué sur demande de paiement émise par le titulaire après constatation du service fait par l'acheteur (livraison, installation, test de l'équipement, mise en service et formation des personnels).

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à réception de facture et constatation du service fait, suivant les règles de la comptabilité publique.

Les versements seront effectués au compte ouvert au nom du titulaire mentionné sur le RIB et sur l'acte d'engagement.

Le comptable public assignataire procédera au paiement.

10.2 Retard de paiement

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autres formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total de paiement toutes taxes comprises.

10.3 Avances

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire conformément aux dispositions du code de la commande publique, selon le calcul suivant : le montant de l'avance s'élèvera à 5% du montant TTC du premier bon de commande émis.

10.4 Cautionnement – retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie sur le paiement du marché.

Article 11 – Garanties

11.1 Garantie technique

Les prestations sont garanties conformément aux dispositions du CCAG-FCS, à compter du jour de livraison, en application des durées correspondantes : garantie constructeur prévue dans la proposition.

11.2 Assurance

Le titulaire du marché doit justifier qu'il a souscrit une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de la prestation, ainsi qu'une police d'assurance couvrant la responsabilité civile générale.

Article 12 – Résiliation

Les cas de résiliation sont régis par les articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

L'Inp se réserve le droit de résilier le marché, aux frais et risques du titulaire après une mise en demeure restée sans effet en cas d'inexactitude des renseignements ou d'absence totale ou partielle des documents visés dans le code de la commande publique.

En cas de résiliation aux frais et risques, les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation, le surcoût résultant de la passation du marché de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des prestations restant à réaliser tel qu'arrêté dans le décompte de résiliation.

Les surcoûts sont prélevés sur les sommes restant à régler, ou à défaut font l'objet d'un titre de recette, sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

Article 13 – Langue et monnaie

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article 14 – Différends et litiges

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le présent marché est régi par le droit français. Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le Tribunal administratif de Paris, 7, rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04.

Téléphone : 01.44.59.44.00 – Télécopie : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr



Institut national du patrimoine
2 rue Vivienne, 75002 Paris
Tél. 01 44 41 16 41, Fax 01 44 41 16 76
Internet: www.inp.fr



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Acquisition d'un tube à rayons X, de son générateur et de ses accessoires

Document à signer par le candidat et à retourner avec l'offre

PREAMBULE : PRESENTATION DE L'INP

L'Institut national du patrimoine (Inp) est un établissement d'enseignement supérieur du ministère de la culture, qui a notamment pour mission le recrutement par concours et la formation initiale des conservateurs du patrimoine de l'État, de la fonction publique territoriale et de la Ville de Paris ainsi que la sélection, également par concours, et la formation de restaurateurs du patrimoine habilités à travailler sur les collections publiques.

Les restaurateurs interviennent sur la matière des œuvres et objets ayant une valeur patrimoniale, afin de les transmettre aux générations futures. Ils agissent lorsque cette matière est menacée et que le vieillissement, les accidents, les remaniements ont fragilisé les œuvres, perverti ou masqué leur image.

Les élèves restaurateurs suivent à l'Inp une formation de cinq ans pour acquérir les bases théoriques, scientifiques et pratiques nécessaires à la restauration d'œuvres et objets patrimoniaux. La formation conduit au Master restaurateur du patrimoine. Cette formation peut se dérouler dans sept spécialités différentes : peinture, arts textiles, photographie et image numérique, arts graphiques et livre, sculpture, mobilier, arts du feu.

Au sein du département des restaurateurs, l'Inp bénéficie d'un laboratoire d'analyses, d'imagerie et de recherche. L'activité et l'expertise du laboratoire s'inscrivent dans le cadre de la formation initiale, à laquelle il participe. Situé à proximité des ateliers de restauration, le laboratoire accueille les élèves pour des expérimentations, des analyses et différents types d'imagerie scientifique tel que les radiographies et, plus largement, leur assure un support pédagogique régulier dans le secteur scientifique. Il porte également des projets de recherche sur les matériaux du patrimoine et leur conservation-restauration.

Art. 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché concerne l'acquisition d'un tube à rayon X, de son générateur électrique et des accessoires nécessaire au bon fonctionnement.

Le matériel proposé doit être neuf ou reconditionné et certifié par les normes de qualité en vigueur. Il devra être couvert par des garanties. Le vendeur devra posséder l'homologation pour vendre du matériel qui répond à la norme NF 74100.

Le marché doit proposer la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service de l'équipement, l'adaptation du caisson existant aux normes en vigueur ainsi que la formation de personnels du laboratoire du département des restaurateurs de l'Institut national du patrimoine.

Un contrat de maintenance préventive de l'équipement, d'une durée initiale minimale d'un an, tacitement reconductible deux fois, devra être proposé.

Art. 2 - OBJETS ET MATERIAUX DU PATRIMOINE SUSCEPTIBLES D'ETRE RADIOGRAPHES

Les objets du patrimoine à radiographier peuvent être de compositions et de géométrie variables. L'examen radiographique des œuvres est réalisé sur demande et après discussion avec l'équipe du laboratoire pour mieux formuler le besoin et comprendre ce qui est attendu par cette technique d'imagerie.

Cet examen permet de documenter :

- les éléments constitutifs structurels des objets et leur mise en œuvre ;
- les fragilités structurelles ;

- le processus de fabrication (repentir, traces d'outils, etc.) ;
- les restaurations antérieures.

L'équipement doit avoir des capacités d'adaptation technique importantes pour se conformer à des besoins spécifiques et à la variété d'applications du laboratoire. L'équipement devra permettre une bonne résolution et fiabilité des résultats.

Par ailleurs la manipulation des rayons X répond à une réglementation stricte, que le prestataire veillera à suivre.

Art. 3 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION DEMANDEE

3-1-Caractéristiques techniques générales

Compte tenu de la variété des matériaux constitutifs des objets confiés à l'Inp et la résolution attendue, les caractéristiques techniques requises sont :

- foyer inférieur ou égal à 0,5 mm selon la mesure de la norme EN 12543 ;
- ouverture supérieure ou égale à 40° dans une direction ;
- générateur compatible avec la cabine existante (inférieure à 250 kV). Le prestataire doit par ailleurs indiquer l'installation électrique requise ;
- générateur d'une puissance maximale entre 180 et 225 kV pour répondre aux caractéristiques de notre isolation ;
- générateur d'une puissance minimale de 10kV pour radiographier des éléments peu denses et peu épais, avec un besoin de contraste entre des éléments de radio densité proche ;
- une console de commande.

3-2-Sécurité

Le prestataire devra considérer l'adaptation des systèmes de sécurité conformément aux normes en vigueur, en particulier concernant la mise en place de la double sécurité sur la porte du caisson et l'adéquation du matériel proposé avec l'épaisseur en plomb du caisson existant.

Conformément aux normes en vigueur, notamment le marquage CE et la norme IEC 61010-2-091, le prestataire devra prendre en compte l'adaptation du système proposé à l'installation électrique existante sur le site, et notamment si le générateur fourni fonctionne sur une tension de 380 V.

La mise en place du tube RX doit être validée par un organisme de contrôle.

Le prestataire devra être déclaré et autorisé auprès de l'ASN.

3-3-Autres conditions

La proposition commerciale doit également indiquer précisément quelles sont les contraintes de fonctionnement liées à l'utilisation et à la maintenance de l'appareil.

Les délais de livraison et d'installation de l'appareil à réception de la commande devront être précisés.

Le prestataire s'engage à fournir les documents suivants :

- les certificats de conformité à la norme NF C 74-100 ;
- le(s) bulletin(s) d'identification définitif(s) associé(s) au(x) certificat(s) de conformité NF C 74-100 ;
- le rapport de test de bon fonctionnement des systèmes de sécurité, notamment du double circuit de sécurité de la porte, incluant un test de défaut simulé ;
- l'expertise sûreté radioprotection de l'appareil (si disponible) ;
- le rapport d'installation ;
- le rapport technique de conformité à la décision n°2017-DC-0591 de l'ASN ;
- l'expertise sûreté de radioprotection de l'appareil ;

- le manuel d'utilisation en français, instruction de sécurité à destination de l'utilisateur, recommandations de maintenance et d'entretien du fournisseur ;
- le dossier descriptif de l'appareil ;
- les caractéristiques de radioprotection : courbes isodistances, isodoses, etc.

Art. 4 – FORMATION

L'offre doit inclure, lors de l'installation dans les locaux du laboratoire de l'Institut national du patrimoine, une formation à l'utilisation de l'équipement et à la maintenance courante.

Art. 5 – DOCUMENTATION ET REFERENCES

Toute la documentation nécessaire à l'évaluation du système proposé devra être fournie avec l'offre :

- le manuel d'utilisation en français ;
- les informations techniques nécessaires à son installation ;
- le plan technique de l'appareil ;
- une liste indiquant les références de l'ensemble des pièces de l'appareil.

Des références bibliographiques et une liste d'utilisateurs, de préférence dans le domaine patrimonial, doivent être communiquées par le candidat.

Art. 6 – GARANTIE ET MAINTENANCE

Le matériel proposé et ses différents composants devront être garantis et l'étendue, la durée et les conditions de la garantie seront détaillées dans l'offre. Une garantie totale des risques de 24 mois au moins est exigée pour l'ensemble de l'équipement à compter du jour de l'installation. Le titulaire du marché réparera et/ou remplacera gratuitement tout équipement, composant ou pièce qui s'avèrerait défectueux pendant la période de garantie.

Il doit être proposé une offre de maintenance préventive et de dépannage détaillée qui peut intervenir à l'issue de l'expiration des délais de garanties, comportant les informations suivantes : localisation du personnel d'intervention, une assistance téléphonique, les délais d'intervention, l'évaluation du coût annuel et une description détaillée du contrat (pièces, main d'œuvre, visites, pannes, etc.). Ce contrat débutera à l'issue de la garantie de 24 mois et doit être proposé pour une durée initiale minimale de trois ans.

Le coût annuel de la maintenance de l'équipement devra être évalué pour les trois années suivant la date de mise en service.

Art. 7 – MENTIONS COMPLEMENTAIRES

Le matériel devra être neuf ou reconditionné pour partie, correspondant aux normes en vigueur, de fabrication récente.

L'installation et la mise en marche seront faites par le titulaire du marché.

L'équipement proposé pourra présenter des caractéristiques techniques différentes, qui devront alors être décrites de façon précise et compatibles avec la demande énoncée dans le présent CCTP. Il sera pertinent de mettre en avant l'apport positif de ces caractéristiques et de justifier leur intérêt pour les applications du laboratoire de l'Inp.

La reprise et le démantèlement du système RX dont dispose actuellement l'Inp, conformément à la réglementation de l'ASN, par le titulaire du marché constitueront un plus.

Marché public – Marché à procédure adaptée Acte d'engagement

- Objet du marché public :

La consultation porte sur l'exécution des prestations suivantes :
Acquisition d'un tube à rayons X, de son générateur et de ses accessoires.
La référence du marché est : **2025-001**

- Cet acte d'engagement correspond :
(Cocher les cases correspondantes.)

1. ☒ à l'ensemble du marché public (*en cas de non allotissement*) ;
☐ au lot n° ou aux lots n° du marché public (*en cas d'allotissement*) ;
2. ☐ à l'offre de base ;
☐ à la variante suivante :
3. ☐ avec les prestations supplémentaires suivantes :

2 - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

2-1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

- ☒ CCAP et de son annexe.....
- ☒ CCAG FCS :
- ☒ CCTP
- ☒ RC :

et conformément à leurs clauses,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

☒ aux prix indiqués dans l'annexe financière (BPU) jointe au présent document.

2-2 - Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

(En cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

2-3 - Compte (s) à créditer

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

☐ Nom et adresse de l'établissement bancaire :

☐ Numéro de compte :

☐ IBAN :

☐ BIC :

2-4 - Avance ([article R. 2191-3](#) ou [article R. 2391-1](#) du code de la commande publique)

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ Non ☐ Oui
(Cocher la case correspondante.)

2-5 - Durée d'exécution du marché public

La durée d'exécution du marché public est de 24 mois à compter de :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ la date de notification du marché public ;
☐ la date de notification de l'ordre de service ;
☒ la date d'émission du premier bon de commande.

Le marché public est reconductible : ☐ ☒
(Cocher la case correspondante.)

Le marché sera reconduit à l'émission du bon de commande concernant la maintenance et le dépannage, à l'issue de la fin de la période de garantie (soit 24 mois après la livraison du tube RX et de ses accessoires). La partie maintenance et dépannage du marché sera reconduite au maximum deux (2) fois, dans la limite d'une durée trois (3) ans, par l'émission d'un bon de commande annuel.

3 - Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Attention, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer le DC4 par le biais du formulaire ATTRI2.

3-1 – Signature du marché public par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

3-2 – Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :
[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.
(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

4 - Identification et signature de l'acheteur

- Désignation de l'acheteur

Institut national du patrimoine
2 rue Vivienne
75002 PARIS

- Nom, prénom, qualité du signataire du marché public
(Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager l'acheteur qu'il représente.)

Monsieur Charles Personnaz - Directeur

- Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

Monsieur Jean-Christophe Giocanti – Agent comptable de l'Inp

Pour l'État et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

Signature du représentant de l'acheteur

A : , le

Signature

**BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES
(BPU)**

Acquisition d'un tube à rayons X, de son générateur et de ses
accessoires

Marché n° 2025-001

Document à signer par le candidat

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)

Les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires sont contractuels.

PRESTATION	Prix unitaire en € HT	Prix unitaire en € TTC	Remarques ou conditions particulières
Fourniture, livraison, installation et mise en service (incluant tests) d'un tube à rayons X, de son générateur et de ses accessoires			Frais de déplacement inclus
Formation complémentaire à l'utilisation avancée de l'équipement			Frais de déplacement inclus
Garantie			
TOTAL			

Contrat annuel de maintenance de l'équipement renouvelable deux fois (maintenance et dépannage) <i>Préciser les conditions financières de reconduction</i>			
--	--	--	--

Signature du Candidat

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature